



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez M. Laurent Russeil
La Chausserie – 1 les jardins de la Minoterie
44710 SAINT-LÉGER DES VIGNES
Courriel : convergence.rail@hotmail.fr
Tél. (Didier Le Reste, président) : 06 08 03 91 82
Blog : <http://www.convergence-nationale-rail.fr/>

Rapport Spinetta : une déclaration de guerre contre le service public ferroviaire !

Sans étonner vraiment, au vu des orientations clairement anti-ferroviaires et ultra-libérales du gouvernement qui l'a commandité, le rapport de M. Jean-Cyril Spinetta sur le système ferroviaire français présente des préconisations scandaleuses, à l'opposé du développement du service public ferroviaire sur tout le territoire que prône la Convergence Nationale Rail.

Rentabilité financière / Concurrence contre service public et aménagement du territoire

Ce rapport repose sur une vision malthusienne du transport ferroviaire, refusant toute perspective de report modal de la route et de l'aviation vers le rail, alors qu'il s'agit d'une nécessité urgente pour des motifs tant écologiques que sanitaires. La priorité est encore donnée à la rentabilité financière, allant même au-delà des injonctions inacceptables de dérégulation du service public par l'Union Européenne. Pourtant, **la concurrence dans les transports est totalement faussée en faveur de la route**, qui bénéficie d'une large majorité des investissements publics, ou de l'aviation dispensée de taxes sur le kérosène et dont les compagnies à bas coût sont massivement financées par des subventions publiques... L'abandon de lignes dites secondaires, dont la faible fréquentation provient presque toujours d'une politique de sabotage délibérée (au demeurant, **M. Spinetta propose-t-il de fermer les routes secondaires parce qu'y circulent beaucoup moins de véhicules que sur les autoroutes ?**) constituerait une aberration pour l'aménagement du territoire, elle favoriserait le déclin de nombreuses régions rurales.

La casse du fret ferroviaire se poursuit

La filialisation du fret ferroviaire que demande le rapport aggraverait la situation très préoccupante de cette activité essentielle d'un point de vue écologique mais aussi économique, alors que **le fret est déjà malade de l'ouverture à la concurrence** qui n'a fait qu'accroître le transfert modal vers les camions ! Mais malgré cet échec flagrant des thuriféraires de la concurrence à tout va, confirmé par la situation catastrophique qu'a connue le rail britannique à la suite de la privatisation tatchérienne, mais aussi, en France, par le démantèlement néolibéral d'anciens services publics comme France

Télécom ou la Poste, le rapport Spinetta oppose les travailleurs du rail aux usagers, dont les intérêts convergent pourtant.

Le statut des cheminots : obstacle au démantèlement de la SNCF

Le statut protecteur des cheminots constitue un facteur essentiel d'un engagement de service public, alors que des salariés sous contrat sont sous les ordres directs d'actionnaires mus par la rentabilité. En transformant la SNCF en société anonyme n'embauchant plus les cheminots sous statut, on renforcerait la politique d'investissements capitalistiques dans le monde entier (mais pas dans les activités ferroviaires en France) de son actuel président Pépy, l'homme qui n'a jamais aimé le train, célèbre pour vouloir montrer que les autocars peuvent être meilleurs que ses trains, et l'auto-concurrence délétère consubstantielle de l'abandon du rail (liaisons Ouibus déficitaires parallèles aux lignes ferroviaires) : les passagers des trains n'en tireraient aucun avantage, ils doivent donc refuser le chantage démagogique présentant les prétendus privilèges des cheminots comme l'une des causes des tarifs élevés ou des dysfonctionnements de la SNCF.

La dette du système ferroviaire : une dette d'Etat !

Cette dette, pour laquelle les cheminots et les usagers n'ont aucune responsabilité, doit être reprise de façon intégrale et immédiate par l'État, et ce sans aucune contrepartie. La SNCF a besoin non pas d'une nouvelle purge et restructuration capitaliste, mais d'un *plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires* aussi bien dans la conduite, la maintenance de l'infrastructure et du matériel roulant, l'accompagnement des trains, les gares etc. Elle a besoin non pas des sirènes du marché, qui n'a jamais apporté de bénéfices qu'aux actionnaires, mais pas aux usagers des services publics démantelés par lui, mais d'un retour aux principes du service public, notamment l'équité des citoyens sur tout le territoire, qui a besoin d'être irrigué par un réseau ferroviaire dense, maillé et modernisé. La France a besoin d'une politique de report modal volontariste vers le rail pour lutter contre la pollution mortifère engendrée par le tout-routier et respecter ses engagements en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Le rapport Spinetta constitue une déclaration de guerre contre le service public et contre le chemin de fer. La Convergence Nationale Rail assumera toutes ses responsabilités pour empêcher qu'il ne s'applique et appelle d'ores et déjà usagers, cheminots, citoyens, écologistes et progressistes à lui résister à ses côtés.

Paris, le 16.02.2018

Contact presse : Didier Le Reste (06 08 03 91 82)